

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)
Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.
Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 2 fr.
Minimum 10 fr.
La page 200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.
Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret du 19 mars 1937 approuvant l'arrêté du 15 décembre 1936 portant ouverture et annulation de crédits au budget local de 1936. (Arrêté de promulgation du 15 avril 1937). 186

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 5 janvier 1937 modifiant le taux de la taxe perçue sur les oléagineux au profit de la chambre de commerce. 186
Arrêté du 9 avril 1937 fixant pour l'année 1937 le montant des allocations servies à des chefs et à d'anciens agents indigènes. 187
Arrêté du 14 avril 1937 supprimant temporairement un poste de douane à Kétaou (cercle du nord). 187
Arrêté du 15 avril 1937 portant ouverture des bureaux de poste de Lama-Kara, Mango et Sokodé au service des valeurs déclarées. 187
Arrêté du 15 avril 1937 portant annulation et réduction de diverses peines disciplinaires. 188
Arrêté du 15 avril 1937 modifiant les articles 6 et 9 de l'arrêté du 4 octobre 1933, réorganisant la contrainte par corps. 188
Arrêté du 15 avril 1937 portant modifications aux articles 47, 48 et 57 de l'arrêté n° 520 du 26 septembre 1934 sur l'inspection des produits. 189
Arrêté du 15 avril 1937 autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe du chemin de fer et du wharf. 189
Arrêté du 15 avril 1937 modifiant l'arrêté n° 582 du 22 décembre 1935 réglementant l'attribution des secours accordés sur le budget local ou des budgets annexes du Togo 190

Arrêté du 15 avril 1937 fixant le mode de calcul des taxes de magasinage pour les marchandises expédiées en transit et entreposées au magasin des douanes de Palimé. 190
Arrêté du 20 avril 1937 réglementant la circulation sur le pont de Zébé. 190
Arrêté du 23 avril 1937 approuvant et rendant exécutoires certains rôles primitifs afférents à l'exercice 1937. 191
Arrêté du 24 avril 1937 approuvant et rendant exécutoires des rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1936. 191

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL Européen et Indigène

Rappels pour services militaires. 192
Affectation spéciale — (Radiation) 192
Nominations — Mutations — Affectations. 192
Félicitations officielles. 192
Stage d'éducation physique. 192
Démissions. 192
Forces de police. 193

ACTES DIVERS

Allocations. 193
Billetage. 194
Bourses scolaires. 194
Comité de surveillance des prix. 195
Commissions. 195
Courrier cycliste postal. 196
Création de Société. 196
Distinctions honorifiques. 196
Enseignement. 196

Libération conditionnelle.	197
Monnaies anglaises.	197
Porteur de contrainte.	197
Transfert de restes mortels.	197
Sociétés de prévoyance.	197
Domaines.	201
Avis.	203

PARTIE NON OFFICIELLE

B. A. O.	204
Annonces.	205

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Ouverture et annulation de crédits

ARRETE N° 187 promulguant au Togo le décret du 19 mars 1937 approuvant un arrêté de l'administrateur supérieur du Togo portant ouverture et annulation de crédits au budget local de 1936.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 19 mars 1937 approuvant un arrêté de l'administrateur supérieur du Togo portant ouverture et annulation de crédits au budget local de 1936;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 19 mars 1937 portant ouverture et annulation de crédits au budget local de 1936.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 avril 1937.

MONTAGNE.

RAPPORT

Au Président de la République Française,

Paris, le 19 mars 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'administrateur supérieur du Togo a pris, en conseil d'administration, le 15 décembre 1936, un arrêté portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo, exercice 1936.

Cet acte ne soulevant aucune objection de ma part, j'ai, conformément aux dispositions du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, fait préparer, en vue de sa ratification, le projet

de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 18 février 1936 portant approbation du budget local du Territoire;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 86, pris par l'administrateur supérieur du Togo, en conseil d'administration, à la date du 15 décembre 1936, et portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo, exercice 1936.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 mars 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Taxe sur les oléagineux

ARRETE N° 12 modifiant le taux de la taxe perçue au profit de la chambre de commerce du Togo en ce qui concerne les produits oléagineux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu le décret du 2 juillet 1928 déterminant les conditions d'application de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu l'arrêté du 20 juin 1922 établissant une taxe au profit de la chambre de commerce du Togo sur le tonnage importé et exporté, approuvé par décret du 27 septembre, ensemble le décret du 20 octobre 1928 approuvant l'arrêté du 4 août 1928 modifiant le taux, de la dite taxe, et le décret du 17 mars 1934 approuvant l'arrêté n° 6 du 2 janvier 1934;

Sur la proposition de la chambre de commerce du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La taxe perçue au profit de la chambre de commerce du Togo est fixée à 0 fr., 40 par 100 kilogrammes en ce qui concerne les produits, les graines et fruits oléagineux exportés du Territoire.

ART. 2. — Est abrogé l'arrêté n° 6 du 2 janvier 1934 susvisé.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 janvier 1937.

MONTAGNE.

(Approuvé par D. M. n° 6 du 15 avril 1937).

Allocations

ARRETE N° 181 fixant pour l'année 1937 le montant des allocations servies à des chefs et à d'anciens agents indigènes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu les arrêtés du 20 avril 1923, du 26 décembre 1924 et du 11 décembre 1925, ensemble tous les textes subséquents qui ont accordé des allocations à des chefs ou à d'anciens agents de l'administration du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux des allocations servies à certains chefs indigènes ou à d'anciens agents de l'administration est fixé ainsi qu'il suit pour 1937 :

SUBDIVISION DE LOMÉ

Adjalle Jacob, chef d'Amoutivé	7.500 francs.
Adelle Adodo, chef de Gros-Bè	2.000 —
Aklove Chanchan, chef de famille à Amoutivé	2.000 —
Mensah William, ex-agent de l'administration	3.000 —
Agbodjan Prince William, ex-agent de l'administration	1.500 —
Ajavon Emmanuel, ex-agent de l'administration	1.500 —
De Souza Félicio, ex-agent de l'administration	1.500 —
Gaba Jacob, ex-agent de l'administration	1.500 —
Aboki Fritz, ex-agent de l'administration	2.400 —
Ames Georges, ex-agent de l'administration	1.200 —
Ali Tidjani, ex-agent de l'administration	1.200 —
Karamoko, ex-agent de l'administration	600 —

SUBDIVISION D'ANÉCHO

Lawson, chef supérieur d'Anécho	14.000 francs
Kponton Kouakou, chef de famille à Anécho	8.000 —
Ajavon Sébastien, chef de famille à Anécho	1.600 —
Silveira Ouenassou, ex-agent de l'administration	1.500 —

Thomas David, ex-commis des P. T. T.	1.500 francs
Tomba Jhon, ex-agent de l'administration	480 —

SUBDIVISION DE KLOUTO

Glo Assigbevi, ex-surveillant des P.T.T.	800 —
--	-------

SUBDIVISION DE SOKODÉ

Titipo, ex-interprète	800 francs
Diagara, ex-agent de l'administration	600 —

Ces allocations sont payables par trimestre et à terme échu.

ART. 2. — La dépense correspondante sera imputée au budget local, exercice 1937, chapitre I — article 3 — paragraphe 1 — « allocations à des chefs et à d'anciens agents de l'administration ».

ART. 3. — Ces allocations sont personnelles et annuelles.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 avril 1937.

MONTAGNE.

Suppression d'un poste de douane

ARRETE N° 184 supprimant temporairement un poste de douane à Kétaou (Cercle du nord).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 11 novembre 1926 portant réglementation douanière dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, et notamment l'article 118 de ce décret;

Vu l'arrêté n° 41 du 14 janvier 1934 créant un poste de douane ouvert aux importations et aux exportations à Kétaou (cercle du nord);

Sur la proposition du chef du service des douanes;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le poste de douane de Kétaou est supprimé temporairement.

ART. 2. — Le chef du service des douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté applicable à compter du 15 avril 1937 qui sera enregistré publié et communiqué partout où besoin sera et publié au journal officiel du Togo.

Lomé, le 14 avril 1937.

MONTAGNE.

Postes

ARRETE N° 188 portant ouverture des bureaux de Lama-Kara, Mango et Sokodé au service des valeurs déclarées.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté n° 663 du 1^{er} décembre 1931 transformant l'agence postale de Lama-Kara en bureau de poste;

Vu l'arrêté n° 170 du 9 mai 1925 ouvrant le bureau de Sansané-Mango;

Vu l'arrêté n° 71 ter du 30 novembre 1920 ouvrant le bureau de Sokodé;

Sur la proposition du délégué du chef de service;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} mai 1937 les bureaux de poste de Lama-Kara, Mango et Sokodé sont ouverts au service des valeurs déclarées.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 avril 1937.

MONTAGNE.

Indigénat

ARRETE N° 190 portant annulation et réduction de diverses peines disciplinaires.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 24 mars 1923 déterminant au Togo l'exercice des peines disciplinaires;

Vu le décret du 16 juin 1935 promulgué au Togo par arrêté n° 347 du 29 juillet 1935, portant réglementation de l'usage des voies ouvertes à la circulation publique en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 11 novembre 1929, promulgué au Togo par arrêté n° 710 du 19 décembre 1929, établissant les règles de protection de la santé publique au Togo;

Vu l'arrêté n° 679 du 31 décembre 1934 portant interdiction du racolage commercial;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont annulées les punitions disciplinaires, objets des volants N°s 22, 23, 27, 30, 31, 32, 35, 36, 37, 38 et 45 de la subdivision d'Anécho et N°s 9, 10 et 11 de la subdivision de Mango, infligées en violation des règles du décret du 16 juin 1935.

ART. 2. — Sont annulées les punitions disciplinaires, objets des volants N°s 1, 2, 3, 6, 7 et 8 de la subdivision de Tsévié, infligées en violation des règles du décret du 11 novembre 1929.

ART. 3. — Sont ramenées à 5 jours de prison, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 31 décembre 1934, les punitions disciplinaires, objets des volants N°s 19, 20 et 21 de la subdivision d'Atakpamé.

ART. 4. — Est ramenée à 15 francs d'amende, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 31 décembre 1934, la punition disciplinaire, objet du volant N° 34 de la subdivision d'Atakpamé.

ART. 5. — Les commandants des cercles du sud, du centre et du nord sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 avril 1937.

MONTAGNE.

Justice indigène — Contrainte par corps

ARRETE N° 191 modifiant les articles 6 et 9 de l'arrêté du 4 octobre 1933, réorganisant la contrainte par corps.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936, portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du 4 octobre 1933, réglementant la contrainte par corps;

Sur la proposition du chef du service judiciaire;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 6 de l'arrêté du 4 octobre 1933 est complété ainsi qu'il suit :

« Les tribunaux peuvent, dans l'intérêt des enfants « mineurs du débiteur, et par le jugement de condamnation, surseoir pendant une année au plus à « l'exécution de la contrainte par corps.

« Sont considérés comme insolvable les condamnés « ayant justifié de leur indigence devant le commandant de cercle. Celui-ci décidera s'il y a lieu ou « non d'exercer à leur égard la contrainte par corps. « Dans l'affirmative les insolvable seront remis en « liberté après avoir subi la contrainte pendant la « moitié de la durée fixée par le jugement de condamnation.

« Tout individu qui a fait l'objet de plusieurs « condamnations à l'amende ne doit subir que la « plus longue des contraintes prononcées contre lui ».

ART. 2. — L'article 9 de l'arrêté du 4 octobre 1933 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La durée de la contrainte par de :

« 1 à 3 jours pour dette, amende et décimes ou « frais n'excédant pas 25 francs;

« 4 à 7 jours pour dette, amende et décimes ou « frais de 26 à 55 francs;

« 8 à 11 jours pour dette, amende et décimes ou « frais de 56 à 90 francs;

« 12 à 15 jours pour dette, amende et décimes ou « frais de 91 à 125 francs;

« 16 à 30 jours pour dette, amende et décimes ou « frais de 126 à 250 francs;

« 31 jours à 2 mois pour dette, amende et décimes ou frais de 251 à 500 francs;

« 2 mois et 1 jour à 4 mois pour dette, amende et décimes ou frais de 501 à 1.000 francs;

« 4 mois et 1 jour à 6 mois pour dette, amende et décimes ou frais de 1.001 à 2.000 francs;

« 6 mois et 1 jour à 8 mois pour dette, amende et décimes ou frais de 2.001 à 3.000 francs;

« 8 mois et 1 jour à 1 an pour dette, amende et « décimes ou frais supérieurs à 3.000 francs ».

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 avril 1937.

MONTAGNE.

Inspection des produits

ARRETE N° 192 portant modifications aux articles 47, 48 et 57 de l'arrêté N° 520 du 26 septembre 1934 sur l'inspection des produits.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 13 juin 1929 réglementant les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation des produits naturels dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 46 du 23 novembre 1936 mettant en vigueur les dispositions des articles 47 et 50 de l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934;

Vu la lettre n° 10 du 26 janvier 1937 du président de la chambre de commerce;

Vu l'avis favorable émis par les sociétés indigènes de prévoyance du Territoire;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 47 de l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

ART. 47. — Pour être admis à l'exportation, le maïs devra être classé dans l'une des catégories suivantes :

- 1° — Maïs tendre blanc.
- 2° — Maïs dur rouge petits grains.
- 3° — Maïs dur jaune petits grains.
- 4° — Maïs dur rouge gros grains.
- 5° — Maïs dur blanc gros grains.
- 6° — Maïs bigarré (maïs tendre blanc contenant au maximum 20% de grains rouges et jaunes).

La catégorie et le nom de la firme exportatrice devront être mentionnés sur les emballages, les feuilles de voitures et de connaissements.

ART. 2. — L'article 48 de l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

ART. 48. — Dans chacune des catégories ci-dessus les maïs doivent répondre aux conditions suivantes :

- a) Être sains, sans odeur décelant la présence de moisissure, de pourriture ou d'une fermentation;
- b) Ne pas contenir un pourcentage d'humidité supérieur à 17%;
- c) Être purs c'est-à-dire ne pas renfermer plus de 2% en poids de matières étrangères;
- d) Être pleins c'est-à-dire ne pas avoir plus de 10% de grains incomplètement développés ou ayant été charançonnés.

Toutefois en ce qui concerne les maïs durs, jaunes ou rouges, le pourcentage admis de grains incomplètement développés ou ayant été charançonnés n'est

que de 3%. Dans le cas où les maïs durs, jaunes ou rouges auraient un pourcentage de grains incomplètement développés ou ayant été charançonnés supérieur à 3% mais inférieur à 10%, les sacs contenant ces maïs devront porter la mention : 2^e qualité.

ART. 3. — L'article 57 de l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

ART. 57. — Pour les inscriptions à faire sur les sacs, les abréviations suivantes sont admises :

1° — Pour les cotons et les cafés :

- 1 Q pour la première qualité.
- 2 Q pour la deuxième qualité.
- 3 Q pour la troisième qualité.

2° — Pour les cafés :

- C.N. pour le café « Niaouli ».
C.A. pour le café « Arabica ».
C.G.I. pour le café « Gros Indénie ».
C.E. pour le café « Excelsa ».

3° — Pour les maïs :

- M.A. pour le maïs tendre blanc.
M.B. pour le maïs dur rouge petits grains.
M.C. pour le maïs dur jaune petits grains.
M.D. pour le maïs dur rouge gros grains.
M.E. pour le maïs dur blanc gros grains.
M.F. pour le maïs bigarré.

4° — Pour tous les produits :

Le nom de la firme exportatrice pourra être remplacé par les lettres initiales couramment employées pour désigner ces firmes (F.A.O.; S.C.O.A.; etc...)

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 avril 1937.

MONTAGNE.

Budget annexe du chemin de fer et du wharf

ARRETE N° 193 autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923 instituant un fonds de renouvellement spécial au service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 199 du 10 septembre 1923 réglementant le fonds de renouvellement du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 109 du 27 décembre 1936 portant prorogation de crédits jusqu'au 28 février 1937;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le prélèvement de la somme de quarante mille francs (40.000 frs.) sur le disponible du compte spécial fonds de renouvellement annexe du budget annexe du chemin de fer et du wharf pour permettre le paiement des dépenses inscrites au chapitre XV de l'exercice 1936 pour des travaux prorogés jusqu'au 28 février 1937.

ART. 2. — Le chef du bureau des finances et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 avril 1937.

MONTAGNE.

Secours

ARRETE N° 194 modifiant l'arrêté n° 582 du 22 décembre 1935 réglementant l'attribution des secours accordés sur le budget local ou des budgets annexes du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté n° 582 du 22 décembre 1935 réglementant l'attribution des secours accordés sur les fonds du budget local ou des budgets annexes du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article deux de l'arrêté n° 582 du 22 décembre réglementant l'attribution des secours accordés sur le budget local ou les budgets annexes du Togo est ainsi modifié :

« L'attribution des secours temporaires est prononcée, par délégation du Commissaire de la République, par l'administrateur supérieur, dans les conditions fixées par les arrêtés ministériels du 24 juin 1935 et du 18 septembre 1936.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 avril 1937.

MONTAGNE.

Transit — Taxes de magasinage

ARRETE N° 208 fixant le mode de calcul des taxes de magasinage pour les marchandises expédiées en transit et entreposées au magasin des douanes de Palimé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 11 novembre 1926 portant réglementation douanière dans le territoire du Togo, placé sous le mandat de la France;

Vu les arrêtés n° 269 du 27 décembre 1922 et 161 du 12 juillet 1923 modifiés par l'arrêté n° 195 du 5 juin 1926 fixant les conditions de magasinage en douane des marchandises importées;

Vu l'arrêté n° 120 du 20 février 1937 fixant les modalités d'application du transit au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les marchandises expédiées en transit sur Klouto et Kpadapé et mises à la consom-

mation à Palimé acquittent lorsqu'elles sont entreposées dans le magasin de la douane de Palimé, une taxe de magasinage d'après les taux et suivant les modalités fixés par l'arrêté n° 195 du 5 juillet 1926.

Les délais de trois jours et neuf jours prévus aux articles 2 et 3 dudit arrêté seront calculés à compter du jour d'entrée des marchandises dans le magasin des douanes de Palimé.

ART. 2. — Pour les marchandises effectivement expédiées en transit sur Klouto et Kpadapé et entreposées au magasin des douanes de Palimé, les taux de la taxe de magasinage prévus à l'article précédent sont également applicables. Cependant, le délai de 9 jours à compter duquel les taux sont majorés est porté pour ces marchandises à 15 jours.

ART. 3. — Le chef du service des douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 avril 1937.

MONTAGNE.

Circulation routière

ARRETE N° 215 réglementant la circulation sur le pont de Zébé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 juin 1935 portant extension au Togo de la réglementation pour l'usage des voies ouvertes à la circulation publique en Afrique occidentale française, notamment en ses articles 13 et 44;

Vu la nécessité de procéder à des travaux d'entretien et de réparations du pont de Zébé;

Sur la proposition de l'ingénieur, chef d'arrondissement des travaux publics;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La circulation sur le pont de Zébé (subdivision d'Anécho) est provisoirement soumise aux règles suivantes :

1^o — Vitesse maxima 6 kilomètres à l'heure pour tous les véhicules.

2^o — Les camions pesant plus de 1T.250 à vide ne pourront traverser avec plus de 0T. 500 de charge utile marchandises, le chauffeur restant seul à bord.

3^o — Les transports en commun ne pourront traverser avec plus de 10 voyageurs.

ART. 2. — Tout véhicule pris en contravention aux dispositions de cet arrêté sera mis en fourrière, sans préjudice de l'amende encourue conformément aux dispositions de l'article 46 du décret du 21 juin 1934 et des frais de réparation des dommages causés à la voie publique.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 avril 1937.

MONTAGNE.

Rôles primitifs

Par arrêté n° 218 du 23 avril 1937. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles dont le détail suit et qui s'élèvent à la somme globale de :

N°s DES ROLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT	TOTAL
38	Lomé-ville	Patentes (indigènes)	12.665,—	
	—	Centimes additionnels à la commune	633,23	13.298,25
39	—	Licences (indigènes)	4.700,—	
	—	Centimes additionnels à la commune	235,—	4.935,—
40	Commune-mixte	Patentes (européens)	119.710,—	
	—	Centimes additionnels à la commune	5.985,50	125.695,50
41	—	Licences (européens)	69.800,—	
	—	Centimes additionnels à la commune	3.490,—	73.290,—
42	Lomé (subdivision)	Patentes (européens)	7.290,—	
	—	Licences (européens)	800,—	8.090,—
44	Tsévié	Patentes	15.755,—	
45	—	Licences	3.800,—	19.555,—
46	Anécho	Impôt personnel indigène catég. ordinaire.	1.780.608,—	
47	—	Rachat des prestations.	3.280,—	
48	—	Licences	6.500,—	
49	—	Patentes	25.200,—	1.815.588,—
50	Atakpamé	Taxe sur armes perfectionnées	1.180,—	1.180,—
51	Palimé	Impôt pers. et taxe add. (européens).	3.379,50	
	—	Rachat des prestations	210,—	
	—	Taxe sur armes perfectionnées	120,—	
52	—	Impôt personnel et taxe additionnelle indig.	10.457,50	
	—	Rachat des prestations	990,—	
	—	Taxe sur armes perfectionnées	180,—	15.337,—
53	Sokodé	Impôt personnel et taxe additionnelle	5.642,25	
	—	Majoration pour célibataire	59,50	
	—	Rachat des prestations	390,—	
	—	Taxe sur armes perfectionnées	180,—	6.271,75
54	Lama-Kara	Impôt personnel et taxe additionnelle	1.137,75	
	—	Rachat des prestations	60,—	
	—	Taxe sur armes perfectionnées	60,—	
55	—	Impôt personnel indigène catégorie sup.	11.622,50	
	—	Rachat des prestations	1.895,—	
	—	Taxe sur armes perfectionnées	160,—	
56	—	Contributions foncières	48,50	14.983,75
57	Mango	Patentes	8.300,—	
	—	Licences	500,—	8.800,—
		Total		2.107.024,25

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 23 avril 1937.

Rôles supplémentaires

Par arrêté n° 219 du 24 avril 1937. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles dont le détail suit et qui s'élèvent à la somme globale de :

N° DES ROLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT	TOTAL
285	Atakpamé	Taxe armes non perfectionnées	1.350	1.350
286	Atakpamé	Taxe sur bicyclettes	160	
	—	Centimes additionnels	48	208
287	Sokodé	Taxe sur armes non perfectionnées	10	10
288	Bassari	Taxe sur armes non perfectionnées	4.585	4.585
		Total	6.153	6.153

La date de la mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 24 avril 1937.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL EUROPÉEN ET INDIGÈNE

Personnel européen

Rappels pour services militaires

Par arrêtés n° 211 et 212 du :

20 avril 1937. — M. Pinelli Roch, comptable de 3^e classe des chemins de fer du Togo, conserve une ancienneté de 2 ans 8 mois 4 jours, reliquat d'ancienneté pour services militaires non utilisés.

Un rappel d'ancienneté pour services militaires non utilisés de 11 mois 23 jours est accordé à M. Pallarès Martin dans son grade actuel d'instituteur de première classe.

Affectation spéciale — Radiation

Par décision en date du 31 mars 1937, du gouverneur administrateur supérieur du Togo :

M. Barette (Camille-Jacques-Michel) agent général au Togo de la Compagnie française de l'Afrique occidentale (F. A. O.), lieutenant de réserve d'infanterie coloniale, appartenant à la classe 1915, est rayé des contrôles de l'affectation spéciale pour compter du 26 octobre 1936, date de son départ du Territoire.

PERSONNEL INDIGÈNE

Nominations

Par arrêté n° 189 du :

15 avril 1937. — Sont nommés gardes-frontières stagiaires les nommés :

Lawson Bernard	Biraimah Joseph
André Adjin	Bruce Esaïe

qui remplissent les conditions prévues relatives au recrutement des gardes-frontières.

Mutations

Par décision n° 219 du :

17 avril 1937. — L'infirmier de 2^e classe Félix Prince Edoe en service à l'hôpital de Lomé est affecté à la subdivision sanitaire d'Atakpamé en remplacement de l'infirmier suppléant Kouma Dominique appelé à d'autres fonctions.

L'infirmier suppléant Kouma Dominique en service à la subdivision sanitaire d'Atakpamé est affecté à l'hôpital de Lomé.

Affectation

Par décision n° 230 du :

22 avril 1937. — Le commis d'administration de 8^e classe Aghey Jean, de retour de congé est affecté au bureau des finances en remplacement du commis suppléant Louis Abbey appelé à d'autres fonctions.

Félicitations officielles

Par décision n° 211 du :

13 avril 1937. — Des félicitations officielles sont accordées aux instituteurs et moniteurs indigènes de l'enseignement officiel et privé dont les noms suivent :

Amegan André, de la mission catholique de Lomé.
Lacé Pierre, de la mission catholique d'Anécho.
Ayivi Abraham, de l'enseignement officiel d'Atakpamé.

« Pour le brillant classement obtenu au cours du 9^e stage annuel d'éducation physique de 1937, s'étant classé respectivement premier, second et troisième »

Ouenassou Julien, de l'école rurale de Parataou (Cercle du Nord).

Hans Gruner, de l'école rurale de Kpadafé (cercle du centre).

d'Almeida Christian, de la mission catholique de Palimé.

Bruce Thomas, de la mission wesleyenne d'Anécho.

« Pour l'activité dont ils font preuve dans leur rôle de moniteurs d'éducation physique »

Aye Jacques, moniteur-chef des écoles de la mission évangélique de Lomé.

Johnson Romuald, de l'école ménagère de Lomé.

« Pour leur dévouement et les remarquables résultats obtenus dans la présentation de leurs élèves au cours des manifestations sportives de l'année 1936, notamment lors de la fête nationale du 11 novembre ».

Stage d'éducation physique

Par décision n° 210 du :

13 avril 1937. — Sont classés par ordre de mérite à l'issue du 9^e stage annuel d'éducation physique de 1937, les instituteurs indigènes de l'enseignement officiel et privé dont les noms suivent, ayant obtenu la moyenne de 12.50 aux examens de classement :

- | | |
|--------------------|--------------------|
| 1 Amegan André | 12 Akuété John |
| 2 Lacé Pierre | 13 Bocco Eusèbe |
| 3 Ayivi Abraham | 14 Mensah Kouévi |
| 4 Odonkor Arnold | 15 Ecoue Ayayivi |
| 5 Agbemegnan Jean | 16 Mensah Emmanuel |
| 6 Amouzou Gabriel | 17 Affo Sébastien |
| 7 Weti Théophile | 18 Kouassi Daniel |
| 8 Lawson Robert | 19 Kodjo Louis |
| 9 Ayih Frédéric | 20 Aholou Gabriel |
| 10 Codjo Martin | 21 Kwaku Simon |
| 11 Agbessi Gilbert | |

Démissions

Par décisions n° 221, 231 et 240 des :

19 avril 1937. — Est acceptée la démission de son emploi offerte par le commis suppléant Abibou Alexandre employé au service météorologique, à compter du 1^{er} avril 1937.

22 avril 1937. — Est acceptée la démission de son emploi offerte par le moniteur agricole suppléant Reinhold Gabriel, en service au cercle du centre.

23 avril 1937. — Est acceptée la démission de son emploi offerte par le garde-frontière Tomety William.

Aux termes de l'article 12 de l'arrêté n° 681 du 28 octobre 1933, cet agent devra verser avant son départ, une somme de cinquante francs pour indemnité d'effets.

FORCES DE POLICE**1^{re} — Compagnie de milice :****Mutations**

Par décision n° 222 du :

19 avril 1937. — Sont admis à passer dans la garde indigène et rayés des contrôles de la compagnie de milice à compter du 1^{er} mai 1937, les miliciens dont les noms suivent :

Yaye Moussé, milicien de 2^e classe, N° Mle M/380/A. S., de la P. C. Lomé.

Tossou, stagiaire catégorie A., N° Mle M/500/A. D., de la P. C. Lomé.

Hogbonouto, milicien de 2^e classe, N° Mle M/345/A. D., de la P. C. Lomé.

Hinde Houffon, milicien de 2^e classe, N° Mle M/396/A. D., de la P. C. Lomé.

2^e — Garde indigène :**Rengagements**

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

12 avril 1937. — N'Gbangou, garde de 2^e classe, N° Mle 981, du peloton du nord (subdivision de Mango).

1^{er} mai 1937. — Gnognouto, garde de 2^e classe, N° Mle 1035, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

Mahoua, garde de 1^{re} classe, N° Mle 341, du peloton du nord (subdivision de Sokodé).

N'Gbani, garde de 2^e classe, N° Mle 1051, du peloton du nord (subdivision de Sokodé).

2 mai 1937. — Lamboni, garde de 2^e classe, N° Mle 1034, du peloton du centre (subdivision de Klouto).

12 mai 1937. — Moussa Patcha, garde de 2^e classe, N° Mle 955, du peloton du nord (subdivision de Sokodé).

16 mai 1937. — Pakindam, garde de 2^e classe, N° Mle 1004, du peloton du nord (subdivision de Mango).

1^{er} juin 1937. — Ouro Ouarga, garde de 1^{re} classe, N° Mle 946, du peloton du nord (subdivision de Sokodé).

Issa Gouni, garde de 2^e classe, N° Mle 893, du peloton du nord (subdivision de Mango).

5 juin 1937. — Coalani, garde de 1^{re} classe, N° Mle 677, du peloton du nord (subdivision de Sokodé).

Punition

Une punition de 15 jours de prison dont 8 de retenue de solde est infligée au garde de 2^e classe Ali Tagba, N° Mle 745, du peloton du centre (subdivision de Klouto) pour « faute grave en service ».

Mutations

a) — Sont admis dans la garde indigène à compter du 1^{er} mai 1937 conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 467 du 15 août 1933, comme gardes de 2^e classe, les ex-miliciens dont les noms suivent :

Yaye Moussé, garde de 2^e classe, N° Mle 1114, ex-milicien de 2^e classe, de la P. C. Lomé.

Tossou, garde de 2^e classe, N° Mle 1115, ex-stagiaire catégorie A., de la P. C. Lomé.

Hogbonouto, garde de 2^e classe, N° Mle 1116, ex-milicien de 2^e classe, de la P. C. Lomé.

Hinde Houffon, garde de 2^e classe, N° Mle 1117, ex-milicien de 2^e classe, de la P. C. Lomé.

b) — Sont affectés à compter du 1^{er} mai 1937 :

au détachement de la police municipale :

Yaye Moussé, garde de 2^e classe, N° Mle 1114, ex-milicien de 2^e classe, de la P. C. Lomé.

Tossou, garde de 2^e classe, N° Mle 1115, ex-stagiaire catégorie A., de la P. C. Lomé.

au peloton du centre (subdivision de Klouto) :

Boukari Bambouaka, garde de 2^e classe, N° Mle 1047, de peloton de dépôt.

Kikagui, garde de 2^e classe, N° Mle 1060, de peloton de dépôt.

au peloton de dépôt (Lomé) :

Ali Tagba, garde de 2^e classe, N° Mle 745, du peloton du centre (subdivision de Klouto).

Hogbonouto, garde de 2^e classe, N° Mle 1116, ex-milicien de 2^e classe, de la P. C. Lomé.

Hinde Houffon, garde de 2^e classe, N° Mle 1117, ex-milicien de 2^e classe, de la P. C. Lomé.

1^{re} — Compagnie de milice :**Engagements**

Par arrêté n° 214 du :

20 avril 1937. — Sont engagés pour une durée de 3 ans après stages de 1 et de 2 ans accomplis (catégorie A. et B.), à compter du 1^{er} mai 1937 :

Comme milicien de 2^e classe :

Youa, milicien de 2^e classe, stagiaire catégorie A., N° Mle M/478/A. D., de la P. C. Lomé.

Bouete, stagiaire catégorie B., N° Mle M/439/B. T., de la P. C. Lomé.

Agrément de stagiaires

Sont agréés à la compagnie de milice pour compter du 15 avril 1937 et affectés ledit jour à la P. C. Lomé :

Comme stagiaire catégorie A. :

Abouté, N° Mle M/522/A. D., ex-2^e classe de T. S.
Adoko Rigobert, N° Mle M/533/A. D., ex-2^e classe de T. S.

Garbou, N° Mle M/524/A. D., ex-2^e classe de T. S.
Kamna, N° Mle M/525/A. D., ex-2^e classe de T. S.

2^e — Garde indigène :**Licenciement**

Est licencié pour fin de contrat à compter du 16 mai 1937, le garde de 2^e classe Laclé Guillaume, N° Mle 1065, de la police municipale de Lomé.

ACTES DIVERS**Allocations**

Par décision n° 236 du :

23 avril 1937. — Sont accordées pour l'année 1937, les allocations aux jeunes métis indigents ci-après :

CIRCONSCRIPTION	NOMS DES ENFANTS	AGE	TAUX JOURNALIER	PERSONNES DÉSIGNÉES POUR PERCEVOIR L'ALLOCATION
Cercle du sud (Anécho)	Ablawoa Elisabeth	12 ans	1,40	Dedevi Mensah
—	Comlavi Paul	10 —	1,40	Lui même
—	Félix Kouakou	10 —	1,40	Josephine Tometi
—	Henri Blaise	9 —	0,75	Florencia
—	Alfred	13 —	1,40	Bayi
—	Dominique Kouassivi	13 —	1,40	Houedakor
—	Bori Louis	15 —	1,40	Hundjo
—	Patience	15 —	1,40	Ayaba

Billetage

Par décision n° 228 du :

22 avril 1937. — Est rapportée la décision n° 111 du 15 février 1937 en ce qui concerne les fonctions de billeteur au service des travaux publics.

M. Cathelin, chef comptable hors classe des travaux publics du Togo est nommé billeteur du service des travaux publics en remplacement de M. Langdon

Jacques, agent comptable de 1^{re} classe des T. P. du Togo.

Bourses scolaires

Par décision n° 215 du :

15 avril 1937. — Sont accordées pour compter du 5 mars 1937 et dans les conditions fixées par l'arrêté 607 du 26 novembre 1934, les bourses scolaires aux élèves indigènes des écoles officielles du Togo ci-après désignés :

CENTRES SCOLAIRES	NOMS DES ENFANTS	AGE	TAUX	NOMS DES PERSONNES HABILITÉES A PERCEVOIR L'ALLOCATION
Cercle du sud (Lomé)	Folly Kouévi	11 ans	1,50	Lui-même
—	Awu Koffi	12 —	1,50	—
—	Edoh Nayo	12 —	1,50	—
—	Kofi Georges Karl	14 —	1,50	Naviyéyé Gaba
—	Dagnon Charles	13 —	1,50	Lui-même
—	Amenouvon Kokou	13 —	1,50	—
—	Amoussouvi Nahou	15 —	1,50	—
—	Damas Comla	15 —	1,50	—
—	Dopegnon Yao	10 —	1,50	—
—	Mensah Dovi	15 —	1,50	—
—	Noukamewo Amekoudji	15 —	1,50	—
—	Sowou Benjamin	15 —	1,50	—
Cercle du centre (Atakpamé)	Gouman Godjaché	13 —	1,50	Raphaël Atsutse
—	Kossi Koudahin	13 —	1,50	Vitus Amouzou
—	Lawa Akpoboua	13 —	1,50	Lengo Bénédicte
—	Iko Michel	13 —	1,50	Dos Res François
—	Attiekou Obidiaba	13 —	1,50	Kende Jean
—	Lekessim Tchaou	13 —	1,50	Naka
—	Agatchi Barnabas	13 —	1,50	Lui-même
—	Nayo Manassé	13 —	1,50	—
—	Yevou Nathaniel	13 —	1,50	—

Par décision n° 235 du :

23 avril 1937. — Sont accordées pour compter du 5 mars 1937 et dans les conditions fixées par l'arrêté 607

du 26 novembre 1934, les bourses scolaires aux élèves indigènes des écoles officielles du Togo ci-après désignés :

CENTRES SCOLAIRES	NOMS DES ENFANTS	AGE	TAUX	NOMS DES PERSONNES HABILITÉES A PERCEVOIR L'ALLOCATION
Cercle du centre (Atakpamé)	Gouman Godjache	13 ans	1,00	Raphaël Atsutse
—	Kossi Koudahin	13 —	1,00	Vitus Amouzou
—	Lawa Akpoboua	13 —	1,00	Lengo Bénédicte
—	Iko Michel	13 —	1,00	Dos Res François

CENTRES SCOLAIRES	NOMS DES ENFANTS	AGE	TAUX	NOMS DES PERSONNES HABILITÉES A PERCEVOIR L'ALLOCATION
(Atakpamé)	Attiekou Obidiaba	13 —	1,00	Kende Jean
—	Lekessim Tchaou	13 —	1,00	Naka
—	Agatchi Barnabas	13 —	1,00	Lui-même
—	Nayo Manassé	13 —	1,00	—
—	Yevou Nathaniel	13 —	1,00	—
Cercle du sud	Kpadenou Essessou	12 —	1,50	—
(Anécho)	Amouzou Kenoukpo	15 —	1,50	—
—	Folivi Kolo	13 —	1,50	—
—	Aziaka Mawoule	12 —	1,50	—
—	Amouzou Kouévi	15 —	1,50	—
—	Degbe Bossa	15 —	1,50	—
—	Degbe Some	13 —	1,50	—
—	Kpeteme Zinsou	12 —	1,50	—
—	Amavi Koumandan	13 —	1,50	—
—	Somabe Dogoe	14 —	1,50	—
—	Kpatonou Agbovi	13 —	1,50	—
—	Abevi Damado	11 —	1,50	—
—	Foli Amouzou	14 —	1,50	—
—	Anani Boussou	15 —	1,50	—
—	Comlavi Salomon Togo	15 —	1,50	—
—	Dissou Koffi	12 —	1,50	—
—	Afiavi Angèle Dogbe	14 —	1,50	—
—	Laté Clément Lawson	14 —	1,50	—
—	Dovi Richmond Abalo	12 —	1,50	—
—	Atiogbe Jonathan	14 —	1,50	—
—	Glikou Zachée Ananou	14 —	1,50	—
—	Glikou Emmanuel	13 —	1,50	—

La décision 215 en date du 15 avril 1937 est abrogée en ce qui concerne les bourses scolaires attribuées pour le cercle du centre.

Comité de surveillance de prix

Par décision n° 242 du :

24 avril 1937. — M. Saint-Criq, commis principal de trésorerie, est désigné pour faire partie du comité de surveillance des prix de gros, comme représentant des consommateurs, en remplacement de M. Laporte, titulaire d'un congé administratif.

COMMISSIONS

Par décisions n° 220, 226, 232, 237, 238 et 239 des :
18 avril 1937. — Une commission composée de :

M. M. Pradier, préposé du trésor *Président*
Jonca, chef de bureau des chemins de fer,
Gaba, receveur principal,
Bocconi, commis des P. T. T.,

Membres

se réunira le 19 avril 1937 à 9 heures au bureau des P. T. T. à Lomé, à l'effet de procéder à la réception de valeurs postales provenant de l'agence comptable des timbres-poste coloniaux.

La commission dressera le procès-verbal de ses opérations.

22 avril 1937. — Une commission composée de :

M. De Saint Alary, administrateur des colonies, inspecteur des affaires administratives *Président*

M. M. Sanson, chef du bureau des finances, Laugier, délégué du chef du service du chemin de fer et du wharf.

Membres

Moquay, capitaine de port.

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de procéder à l'étude des taxes perçues par le wharf de Lomé et d'émettre un avis sur le maintien ou l'augmentation possible de ces taxes.

La commission établira un travail comparatif avec les taxes similaires perçues à Cotonou et à Port Bouët.

22 avril 1937. — Une commission composée de :

M. M. Le commandant de cercle du nord, ou son délégué *Président*

Un agent des travaux publics, représentant de l'administration,

Le Révérend Père Bedel, missionnaire,

Fillot, commerçant à Mango,

Membres

se réunira à Mango, sur place, sur convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par le conseil d'administration de la mission catholique du Togo.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en quadruple exemplaire dont un destiné au concessionnaire.

23 avril 1937. — Une commission composée de :

M. M. Sanson, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances et de la comptabilité *Président*

M. M. Laugier, délégué du chef du service du chemin de fer,
 Nouvel, chef du service de la traction du C. F. T.,
 Cancel, commis des services civils,
 se réunira sur la convocation de son président pour faire connaître son avis sur la demande d'achat de vieille ferraille formulée par M. Moraitis.

23 avril 1937. — Une commission permanente composée de :

M. M. Mouragues, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies. *Président*

Cancel, commis de 2^e classe des services civils,

Gbedey Robert, commis d'administration principal de 4^e classe, président de l'association professionnelle des fonctionnaires indigènes, *Membres*

Dossou Jean, agent contractuel de la voirie,

Coco Dominique Hospice, médecin auxiliaire principal de 3^e classe,

se réunira chaque fois qu'il sera utile sur convocation de son président pour l'établissement de proposition concernant l'affectation des logements administratifs aux fonctionnaires indigènes.

23 avril 1937. — Une commission composée de :

M. M. De Saint Alary, administrateur des colonies, inspecteur des affaires administratives *Président*

Eychenne Raymond, président de la chambre de commerce du Togo,

Menou Pierre, directeur de l'agence de la B. A. O. à Lomé,

Sanson Pierre, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances et de la comptabilité, *Membres*

Toqué Louis, chef du bureau des douanes,

se réunira sur la convocation de son président pour étudier les modalités de création et de fonctionnement d'une caisse de compensation destinée à assurer la gestion des fonds provenant des droits de sortie perçus sur les oléagineux en vertu de l'arrêté n° 81 du 4 septembre 1936 dont une partie lui sera versée.

Par arrêté n° 213 du :

20 avril 1937. — L'article premier de l'arrêté n° 121 du 23 février 1937 est modifié comme suit :

Le délégué du chef des services des travaux publics,

Le délégué du chef du service du chemin de fer et du wharf, *Membres*

au lieu de :

Le délégué du chef des services des travaux publics, du chemin de fer et du wharf,

Le chef du service de la voie et des bâtiments du chemin de fer, *Membres*

Courrier cycliste postal

Par décision n° 229 du :

22 avril 1937. — A compter du 1^{er} mai 1937, le transport des dépêches postales entre Sokodé-Bassari et vice versa, sera assuré par un courrier cycliste, en liaison directe avec le service automobile desservant les bureaux du nord.

La dépense résultant de la création de ce nouvel emploi sera imputée au chapitre IX — 1 — 2.

Création de société

Par arrêté n° 216 du :

22 avril 1937. — Est autorisée la création à Palimé de la société sportive « L'Etoile Filante de Palimé » dont le but est de favoriser la pratique des sports et du football association en particulier.

Sont approuvés les statuts de cette société tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Distinctions honorifiques

Par décret en date du :

13 mars 1937. — La décoration du mérite agricole a été conférée aux personnes ci-après :

2^e — Au titre de l'Algérie, Tunisie, Colonies, Pays de protectorat :

GRADE DE CHEVALIER

De-Saint-Alary, administrateur des colonies.

Knill Armand, conducteur principal des travaux agricoles.

Assignon Amouzou, cultivateur à Ahépé-Apédomé.

Atayi, John Amaté, planteur à Lomé.

Homawoo, Fiagadji Francis, planteur à Lomé.

Ihou Attigbé, cultivateur à Témé-Odéré.

Komou Titipo, cultivateur à Sokodé.

Larè Kolani, chef supérieur des Mobas à Nano.

De Souza Augustino, agriculteur à Lomé.

Tiem Yendabre, chef supérieur des Gourmas à Pana.

Yao Mensah, aide-médecin à Palimé.

Enseignement

Internat d'Atakpamé

Par décision n° 216 du :

16 avril 1937. — Le nombre des élèves admis à l'internat du cours supérieur d'Atakpamé est fixé à quinze.

Les élèves dont les noms suivent sont admis comme internes :

Tsogbe Joseph

Tchapodo Tchédre

Atidepe Mensah

Seba Eugène

Adjamakpo Paul

Tiadjeri Seibou

Doh Seth

Deou Cocou

Djeri Gbati

Semedo Kouassi

Totchou Ankou

Djibehou Afidégnon

Kutowogbe Gerson

Amedodji Hermann

Abaya René

Diplôme d'aptitude professionnelle

Par décision n° 208 du :

13 avril 1937. — L'instituteur-adjoint 1^{er} échelon du cadre secondaire de l'A. O. F., Randolph Léopold, est autorisé à se présenter à l'examen du diplôme d'aptitude professionnelle qui aura lieu à Lomé le 13 juillet 1937.

Libération conditionnelle

Par arrêté n° 186 du :

15 avril 1937. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Kareka, né vers 1896 à Kandedé, de Tchankala et de Nayaho, condamné à un an de prison par jugement n° 5 du 8 juillet 1936 du tribunal criminel d'Atakpamé pour blessures volontaires ayant entraîné une mutilation.

Monnaies anglaises

Par arrêté n° 195 du :

15 avril 1937. — Les monnaies anglaises seront reçues pour compter du 1^{er} mai 1937 dans les caisses publiques autorisées à les admettre en paiement au taux de quatre vingt dix neuf francs, soixante centimes (99frs,60) la livre sterling.

Porteur de contraintes

Par décision n° 217 du :

16 avril 1937. — M. Gaudonville, adjoint principal des services civils, commissaire de police p. i. de Lomé, est nommé porteur de contraintes pour la subdivision de Lomé en remplacement de M. Dassonville, rentré en congé administratif.

Transfert de restes mortels

Par arrêté n° 210 du :

20 avril 1937. — Est autorisé le transport à St.-Michel en l'Herm (Vendée), sur le paquebot *Brazza*, attendu à Lomé vers le 11 mai, des restes mortels du sergent-chef Bouron Eugène, décédé à Kara le 13 décembre et inhumé à Sokodé.

Le budget du territoire du Togo supportera les dépenses du transport jusqu'à St.-Michel en l'Herm.

RAPPORT D'ENSEMBLE SUR LA GESTION DES SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE DU TOGO EN 1936

L'année 1936 a été pour les sociétés de prévoyance du Togo une année de plein exercice. Le décret du 3 novembre 1934 qui a autorisé le Commissaire de la République au Togo à créer par un arrêté pris en conseil d'administration des sociétés indigènes de prévoyance n'a été effectivement mis en exécution que dans le courant de l'année 1935 et les résultats de la gestion ne concernaient en réalité que quelques mois de vie active des sociétés. Mais alors qu'en 1935 six sociétés créées par un arrêté du 27 janvier 1935, savoir : Lomé, Palimé, Anécho, Atakpamé, Sokodé, Mango, avaient fonctionné, en 1936 le nombre de ces organismes a été ramené à 3, par suite de la

réduction du nombre de cercles réalisé par l'arrêté du 4 septembre 1935.

Pour examiner la gestion des sociétés dans sa réalisation au cours de l'année envisagée, il convient de présenter le bilan d'ensemble des 3 sociétés et pour cela il est nécessaire de reprendre la balance des comptes pour n'en retenir que les soldes qui doivent figurer au bilan d'ensemble. Ce bilan d'ensemble n'a d'ailleurs qu'une valeur fictive, chacune des sociétés étant légalement indépendante. La centralisation des résultats dans un bilan unique a seulement pour objet de mesurer d'un seul coup d'œil l'activité des sociétés existant dans le Territoire.

	DÉBIT	CRÉDIT	SOLDE DÉBITEUR	SOLDE CRÉDITEUR
1° — CAISSE				
Cercle sud	299.101,77	296.843,69	2.258,08	—
Cercle centre	188.596,21	129.871,38	58.724,83	—
Cercle nord	270.283,19	246.254,44	24.028,75	—
TOTAUX	757.981,17	672.969,51	85.011,66	—
2° — RÉSERVE				
Cercle sud	204.331,52	152.221,52	52.110,—	—
Cercle centre	—	—	—	—
Cercle nord	—	—	—	—
TOTAUX	204.331,52	152.221,52	52.110,—	—
3° — PRÊT EN ESPÈCE				
Cercle sud	—	—	—	—
Cercle centre	—	—	—	—
Cercle nord	539,91	539,91	—	—
TOTAUX	539,91	539,91	—	—
4° — PRÊT EN NATURE				
Cercle sud	8.058,—	7.173,52	884,48	—
Cercle centre	11.479,25	10.949,10	530,15	—
Cercle nord	40.137,56	13.747,01	26.390,55	—
TOTAUX	59.674,81	31.869,63	27.805,18	—

	DÉBIT	CRÉDIT	SOLDE DÉBITEUR	SOLDE CRÉDITEUR
5 ^o — DIVERS DÉBITEURS				
Cercle sud	—	—	—	—
Cercle centre	3.036,—	2.568,—	468,—	—
Cercle nord	4.880,—	3.859,—	1.021,—	—
TOTAUX	7.916,—	6.427,—	1.489,—	—
6 ^o — MAGASIN GRAINES				
Cercle sud	16.062,37	8.965,85	7.096,52	—
Cercle centre	31.501,52	15.006,55	16.494,97	—
Cercle nord	74.536,21	36.361,21	38.175,—	—
TOTAUX	122.100,10	60.333,61	61.766,49	—
7 ^o — MATÉRIEL				
Cercle sud	329.302,27	27.265,39	302.036,88	—
Cercle centre	57.153,05	2.052,25	55.100,80	—
Cercle nord	124.967,70	—	124.967,70	—
TOTAUX	511.423,02	29.317,64	482.105,38	—
8 ^o — RÉGULARISATION				
Cercle sud	78.020,35	78.020,35	—	—
Cercle centre	14.968,85	14.968,85	—	—
Cercle nord	58.000,—	5.000,—	53.000,—	—
TOTAUX	150.989,20	97.989,20	53.000,—	—
9 ^o — COTISATIONS				
Cercle sud	117.290,—	117.290,—	—	—
Cercle centre	63.052,—	63.052,—	—	—
Cercle nord	98.286,50	98.286,50	—	—
TOTAUX	278.628,50	278.628,50	—	—
10 ^o — DIVERS CRÉANCIERS				
Cercle sud	—	86.000,—	—	86.000,—
Cercle centre	—	129.500,—	—	129.500,—
Cercle nord	—	192.400,—	—	192.400,—
TOTAUX	—	407.900,—	—	407.900,—
11 ^o — FRAIS ET REVENUS				
Cercle sud	336.000,13	336.000,13	—	—
Cercle centre	77.324,47	77.324,47	—	—
Cercle nord	102.850,50	102.850,50	—	—
TOTAUX	516.175,10	516.175,10	—	—
12 ^o — PROFITS ET PERTES				
Cercle sud	81.570,10	359.956,06	—	278.385,96
Cercle centre	45.752,31	47.571,06	—	1.818,75
Cercle nord	91.333,31	166.516,31	—	75.183,—
TOTAUX	218.655,72	574.043,43	—	355.387,71

Compte tenu des soldes ainsi dégagés, la balance générale des sociétés de prévoyance du Territoire

serait la suivante, sous réserve de l'observation faite plus haut au sujet de leur indépendance juridique.

BALANCE GENERALE

	DÉBIT	CRÉDIT	SOLDE DÉBITEUR	SOLDE CRÉDITEUR
Caisse	757.981,17	672.969,51	85.011,66	—
Réserve	204.331,52	152.221,52	52.110,—	—
Prêts en espèce	539,91	539,91	—	—
Prêts en nature	59.674,81	31.869,63	27.805,18	—
Divers débiteurs	7.916,—	6.427,—	1.489,—	—
Magasin graines	122.100,10	60.333,61	61.766,49	—
Matériel	511.423,02	29.317,64	482.105,38	—
Régularisations	150.989,20	97.989,20	53.000,—	—
Cotisations	278.628,50	278.628,50	—	—
Divers créanciers	—	407.900,—	—	407.900,—
Frais et revenus	516.175,10	516.175,10	—	—
Profits et pertes	218.655,72	574.043,43	—	355.387,71
TOTAUX	2.828.415,05	2.828.415,05	763.287,71	763.287,71

Le bilan général se présente sous l'aspect ci-après :

Actif	Caisse	85.011,66	
	Réserve	52.110,—	
	Prêts en nature	27.805,18	
	Magasins graines	61.766,49	
	Matériel	482.105,38	
	Régularisations	53.000,—	
	Divers débiteurs	1.489,—	
			763.287,71
Passif	Divers créanciers	407.900,—	
	Profits et pertes	355.387,71	
			763.287,71

Les éléments de ce divers postes sont les suivants :
1^o — *Caisse*. — Voir les soldes débiteurs donnés sous cette rubrique.

2^o — *Réserve*. — Seule la société de prévoyance du sud possède un compte de dépôts à la banque de l'Afrique occidentale française.

3^o — *Prêts en espèce*. — Le compte prêts en espèce ne fonctionne pas. L'opération qui y figure pour 539,91 concerne une avance faite à la section de Bassari par Sokodé. Cette opération aurait dû être inscrite d'une façon plus régulière au C/— « Régularisations ».

4^o — *Prêts en nature*. — Les prêts en nature sont les suivants :

ARACHIDES

Cercle du sud 79.810,—

La différence avec le chiffre du compte soit 770 kg. provient d'un reliquat de 1935 restant non recouvrée qui a été porté en profits et pertes dans le courant de 1936.

Cercle du centre 109.962,50

Cercle du nord 302.362,10

Total des semences d'arachides 492.134,60

En ce qui concerne le cercle du nord, le chiffre du solde débiteur du C/ prêts en nature ne correspond pas exactement à la valeur nominale (10 cms. le kg.) des arachides prêtées. Sous ce compte en effet sont également inscrits les prêts de plan d'igna-

mes, dont les opérations sont passées à leur valeur réelle — Le nombre de plan prêtés a été de : 247.043.

Les opérations de récupération ont été les suivantes :

Cercle du sud 71. T 735,20
(Intérêts non réclamés)

Cercle du centre 104. T 661,10
(Intérêts non réclamés)

Cercle du nord 302. T 362,10

Total 478. T 758,40

Les intérêts perçus par le cercle du nord sont de 60. T 472,42

Total 539. T 230,82

Il reste à récupérer :

Cercle du sud 8. T 844,80

Cercle du centre 5. T 301,50

Total 14. T 146,30

Mais ces récupérations ne pourront pas être constatées la récolte ayant été déficitaire dans certaines régions.

Les prêts seront passés par profits et pertes.

Dans le cercle du nord, sur 247.043 têtes d'ignames prêtées, il a été remboursé principal . 93. T 948,—

Intérêts 18. T 790,—

Total 112. T 738,—

Il reste à rembourser :

Principal 153. T 095,—

Intérêts 30. T 619,—

Total 183. T 714,—

5^o — *Divers débiteurs*. — Ce compte donne pour chaque société les opérations suivantes :

CERCLE DU SUD — CERCLE DU CENTRE

Restes à recouvrer en 1935 1.156,—

Créance de transport 1.412,—

Solde du C/ cotisation 1936 468,— 3.036,—

à déduire :

Recouvrements 1935 42,—

Admission en non valeur 1935 1.114,—

Créance de transport 1.412,— 2.568,—

Restes 468,—

Ce solde représente les côtes de cotisation 1936 non recouvrées et passées à divers débiteurs en fin de gestion.

Cercle du nord 1.021,—

Le solde débiteur représente les cotisations 1936 non recouvrées en fin gestion.

Total 1.489,—

6^o — *Magasins graines.* — Le solde débiteur représente les opérations suivantes :

CERCLE DU SUD

Existant au 1^{er} janvier 35.491,50
Entrées 125.132,20

Total 160.623,70

Sorties 79.810,—

(prêts)

Pertes 9.848,50

89.658,50

Restes en magasin 70.965,20

Chiffre correspondant au solde — kilogramme valorisé à 0,10.

CERCLE DU CENTRE

Achats 61.281,—
Remboursements 126.764,70

Solde au débit 104.812,— 292.857,70

Prêts 109.962,50

Pertes séchage 3.963,—

Non remboursé 13.982,50 127.908,—

164.949,70

164.949,70

235.914,90

Café :

Existant au 1^{er} janvier 252,50

Acheté 5,—

Sortie 257,50

CERCLE DU NORD

Arachides :

Existant au 1^{er} janvier 300.689,10

Entrée jusqu'à la date de distribution 1.673,—

Total 302.362,10

Distribué 302.362,10

Récupéré en fin gestion :

Principal 302.362,10

Intérêts 60.472,42 362.834,52

598.834,52

Ignames :

Prêts 247.043,—

Remboursement ppal. 93.948,—

Intérêts 18.790,—

Total 112.738,—

Reste à rembourser :

Principal 153.095,—

Intérêts 30.619,—

Total 183.714,—

7^o — *Matériel.* — Le solde débiteur du compte matériel donne pour l'ensemble des sociétés de prévoyance du Territoire un total de : 482.105,38.

La fortune en immeubles et matériel de ces sociétés se décompose de la façon suivante :

CERCLE DU SUD

1 Immeubles.
2 Magasins à Lomé 2.744,99
1 Atelier à tapioca à Anfoin 31.436,80
1 Atelier à Atouéta 53.941,12
1 Hangar métallique 10.863,97
2 Camions 45.000,—
5 Motos concasseurs 5.000,—
16 Motos concasseurs à 8.900 142.400,—
2 Puits 1.000,—
11 Bâches 9.650,—

302.036,88

CERCLE DU CENTRE

1 Troupeau de 21 têtes 3.000,—
1 Camion 22.500,—
1 Camionnette 15.000,—
1 Moto concasseur Palimé 8.900,—
3 Tarares 2.385,40
3 Balances romaines 240,—
1 Décortiqueuse café 285,—
100 Sécateurs 1.401,40
Divers 1.389,—
10 Décortiqueuses arachides non payées —

55.100,80

CERCLE DU NORD

1 Etable à Dapaingo 1.100,20
2 Hangars 1.620,—
2 Fours à viande 440,—
1 Magasin à Bassari 491,—
27 Bovides 1.281,—
2 Camions Renault 45.000,—
1 Camionnette 15.000,—
90 Décortiqueuses 34.700,—
Matériel Colin 3.500,—
Sacs 2.370 8.526,—
Puits 599,50
1 Egreneuse à capok 9.005,—
8 Bascules 4.120,—
1 Jeu de mesures 170,—
Divers 73,—

125.625,70 124.967,70

482.105,38

(La différence de 658 francs provient de l'imputation erronée de certaines dépenses de matériel aux frais généraux. Le compte matériel sera débité en 1937).

8^o — *Régularisations.* — Le solde débiteur correspond à des envois de numéraire soit : 58.000 par Sokodé et à une réception de fond soit : 5.000 — restes 53.000 francs.

9^o — *Divers créanciers.* — Le solde créditeur de : 407.900 francs correspond, aux dettes suivantes contractées par les sociétés de prévoyance :

CERCLE DU SUD

Emprunt C/ Encouragement agriculture (24 déc. 1935) 60.000,—
Emprunt C/ Encouragement agriculture (27 août 1936) 26.000,—

86.000,—

CERCLE DU CENTRE

Emprunt C/ Encouragement agriculture (25 octobre 1935) 40.000,—
Emprunt même compte (24 nov. 1936) 20.000,—
Emprunt même compte (24 nov. 1936) 69.500,—

129.500,—

CERCLE DU NORD

Emprunt 1935	90.000,—
Emprunt 1936	100.000,—
Créance F. A. O.	2.400,—
	192.400,—
	407.900,—

10° — *Profit et pertes.* — Le solde créateur de ce compte est représenté principalement :

- 1° — Par le montant des cotisations;
- 2° — Par la valeur des intérêts sur prêts d'arachides;
- 3° — Par la valeur du matériel reçu en don;
- 4° — La situation des sociétés de prévoyance du Togo est satisfaisante. Car si on réalisait les arachides à leur valeur réelle, l'actif serait supérieur au passif exigible.

DOMAINES

Par arrêtés n° 182, 183, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205 et 217 des :

10, 15 et 22 avril 1937: — Est et demeure annulée la clause d'indisponibilité résultant des dispositions du paragraphe 5 de l'article 8 de l'arrêté du 1^{er} avril 1927, mentionnée au tableau B de la section III du titre-foncier n° 174 du cercle de Lomé, appartenant au sieur Jacintho Aguiar, propriétaire à Lomé, concessionnaire définitif du terrain domanial objet dudit titre-foncier.

Est et demeure annulée la clause d'indisponibilité résultant des dispositions du paragraphe 5 de l'article 8 de l'arrêté du 1^{er} avril 1937, mentionnée au tableau B de la section III du titre-foncier n° 185 du cercle de Lomé, appartenant au sieur Augustino de Souza, planteur-propriétaire à Lomé, concessionnaire définitif du terrain domanial objet dudit titre-foncier.

Est attribué définitivement en toute propriété à la société Générale du Golfe de Guinée, société anonyme dont le siège social est à Paris, 24 rue Drouot, ayant un principal établissement au Togo, un terrain domanial de la surface de 13 ares 92 centiares, situé à Anié, cercle du centre constituant le lot n° 6 du lotissement d'Anié, objet du titre foncier n° 114 du cercle d'Atakpamé.

Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Vincent Féliho, commerçant, demeurant et domicilié à Lomé, d'un terrain domanial de la contenance de 9 ares 60 centiares, sis à Mango cercle du nord constituant le lot n° 12 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Mango Territoire du Togo vol. 1 n° 63 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de trois mille vingt cinq francs.

Le conseil d'administration des missions évangéliques du Togo, est autorisé à occuper, à ses risques et périls, une parcelle de terrain domanial situé à Lama-Kara, cercle du nord, route de Ketao, d'une superficie de 96 ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

Le sieur Yomenou Henry, commerçant à Mango, est autorisé à occuper à ses risques et périls, une parcelle de terrain domanial, lot n° 2 situé à Bogou, cercle du nord, d'une superficie de 10 ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

Le sieur Fillot, commerçant à Mango, est autorisé à occuper à ses risques et périls, une parcelle de terrain domanial situé à Dapango, cercle du nord, place du marché, d'une superficie de dix ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

La société « The United Africa Company Ltd », agence de Lomé, est autorisée à occuper à ses risques et périls une parcelle de terrain domanial — lot n° 4 — situé à Bogou, cercle du nord, place du marché, d'une superficie de dix ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

Le sieur K. John Tréveh, commerçant à Mango, est autorisé à occuper à ses risques et périls, une parcelle de terrain domanial — lot n° 3 — situé à Dapango, place du marché, cercle du nord, d'une superficie de dix ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

La société « The United Africa Company Ltd. » agence de Lomé, est autorisée à occuper à ses risques et périls une parcelle de terrain domanial — lot n° 1 — situé à Dapango, cercle du nord, place du marché d'une superficie de dix ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

Le sieur K. John Treveh, commerçant à Mango, est autorisé à occuper à ses risques et périls, une parcelle de terrain domanial — lot n° 5 — situé à Bogou, place du marché, cercle du nord, d'une superficie de dix ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

Le sieur Yomenou Henry, commerçant à Mango, est autorisé à occuper à ses risques et périls, une parcelle de terrain domanial — lot n° 4 — situé à Dapango, cercle du nord, place du marché, d'une superficie de dix ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

Est et demeure annulée la clause d'indisponibilité résultant des dispositions du paragraphe 5 de l'article 8 de l'arrêté du 1^{er} avril 1927, mentionnée au tableau B de la section III du titre-foncier n° 183 du cercle de Lomé, appartenant au sieur Quashie Agbe-Van William, commis d'administration du cadre local du Togo, concessionnaire définitif du terrain domanial objet dudit titre-foncier.

Curatelle aux successions et biens vacants**Avis**

En exécution d'un jugement du tribunal de première instance de Lomé en date du 19 mars 1937, avis est donné de l'envoi en possession provisoire du domaine des successions vacantes ci-après désignées :

1° — Succession du sieur Missouboa, militaire, originaire de Kanté, cercle de Mango, décédé à Oued-El-Amar le 7 juillet 1925, succession appréhendée le 14 juillet 1930 n° 25 du sommier de consistance.

Actif 81 frs.

2° — Succession du sieur Maurice Pierre Gustave d'Herbez de la Tour, ingénieur né à Besançon le 2 septembre 1869, décédé à l'hôpital de Lomé le 9 octobre 1930. N° 26 du sommier de consistance.

Actif 1.337 f, 18

3° — Succession Alfa, sans domicile connu, décédé à Parataou le 26 juillet 1929, succession appréhendée le 9 septembre 1931. N° 27 du sommier de consistance.

Actif 604 f, 44

Pour première insertion

Lomé, le 16 avril 1937

Le curateur aux successions et biens vacants,

PEYROTTE

Succession de fonctionnaires et militaires**Avis**

Il est donné avis aux personnes intéressées de l'ouverture de la succession de M. Dama N'gueni garde de cercle au Togo, né à Kouroutieré cercle d'Atacora (Dahomey) vers 1911, décédé à Lomé le 10 février 1937.

Les personnes qui auraient des droits à la succession sont invitées à les faire connaître et à en justifier au fonctionnaire soussigné.

Les créanciers de la succession sont également invités à produire leurs titres audit fonctionnaire.

Lomé, le 19 avril 1937.

Le fonctionnaire chargé de l'administration des successions de fonctionnaires,

PEYROTTE

Avis de demande d'immatriculation

Au livre foncier du territoire du Togo

Suivant réquisition, n° 1019, déposée le 27 mars 1937 le sieur Nelson Tamakloe, profession de commerçant, demeurant à Keta-Gold-Coast et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 3 ares 75 centiares, situé à Lomé, quartier n° 1 commune-mixte de Lomé, cercle du sud et borné au nord par terrain à Nelson Tamakloe (T.104) à l'est par terrain à Elisabeth Adjua Seddoh, au sud par la rue du grand marché, à l'ouest par terrain à Misetonyé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

« Ledit terrain a été vendu, suivant contrat sous seings privés en date du 25 mars 1937, dûment enregistré, à la dame Koko Kupayi Lawson, revendeuse demeurant à Lomé. Cette dernière a déclaré avoir édifié sur le dit terrain une construction en dur, couverte en tôle, pour une valeur de 10.000 francs. »

Suivant réquisition, n° 1020, déposée le 27 mars 1937 le sieur Winfried Amedodzi, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Dayi-Apeyemé, (subdivision de Palimé) cercle du centre, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain de forme rectangulaire, portant une construction avec fondation en maçonnerie, murs en matériaux du pays et couverte en tôle, d'une contenance totale de 6 ares, situé à Palimé (subdivision de Palimé) cercle du centre et borné au nord par terrain à Herman Koffi, à l'est par terrain à Aron Ayavon, au sud par la route Palimé-Atakpamé, à l'ouest par terrain à Fritz Amedodzi.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1021, déposée le 22 avril 1937 le receveur des domaines, demeurant et domicilié à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier relié à la route Lomé-Anécho par un chemin de 8 mètres de large sur une longueur de 358 mètres d'une contenance totale de 2 hectares 93 ares 50 centiares situé à Anécho (subdivision d'Anécho) cercle du sud et borné au nord par la voie-fermée Lomé-Anécho, à l'est par terrain à la famille Bruce, au sud par la famille Bruce, la route Lomé-Anécho et terrain à Zassi de Deghenou, à l'ouest par terrain à Zassi de Deghenou.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1022, déposée le 26 avril 1937 le sieur Mensah Lawson, profession d'ancien maçon et briquetier, demeurant et domicilié à Anécho, agissant en son nom et pour son compte personnel a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier portant une construction en dur couverte toles à usage d'habitation d'une contenance totale de 15 ares 08 centiares situé à Palimé (subdivision de Klouto) cercle du centre et borné au nord par une rue non dénommée, à l'est par une rue non dénommée, au sud par terrain appartenant au requérant, à l'ouest par terrains lui appartenant et au nommé Vitus Wowo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir : que ledit terrain a été vendu par lui au nommé Abbey Gaspard Tévi, employé de commerce à Palimé par acte sous-seings-privés du 6 septembre 1928.

Suivant réquisition, n° 1023, déposée le 26 avril 1937 le sieur Abbey Gaspard Tévi, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Palimé,

agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un carré d'une contenance totale de 1 hectare 83 ares 33 centiares, situé à Atakpamé (subdivision d'Atakpamé) cercle du centre, et borné au nord par le Zongo, à l'est par une bande de terrain le séparant de la route d'Agbofon, au sud et à l'ouest par un terrain appartenant au sieur Agbolou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1024, déposée le 28 avril 1937 le sieur John Sarge Gbogbo, profession de planteur-propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale d'environ 5 ares 48 centiares situé à Lomé — quartier n° 4 — commune-mixte de Lomé, cercle du sud, et borné au nord par terrain à la famille John Afolo Apaloo, à l'est par la rue Jeanne d'Arc, au sud par terrain à Rudolph Thompson (T. 175), à l'ouest par la rue de la gare.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1025, déposée le 28 avril 1937 le sieur Aloysius Akpiti-Akué, profession de bijoutier, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain de culture, en forme de polygone irrégulier, d'une contenance totale de 12 ha. 08 ares 42 centiares situé à Aguevé, lieu dit Zilidji, — subdivision Lomé — cercle du sud, à la hauteur de kilomètre 15 et borné au nord par terrain à Asuka-Asinyo, à l'est par la voie-ferrée Lomé-Atakpamé, au sud-ouest et à l'ouest par terrain à Aklosu Ahogo et Ahogo Adjogidi.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1026, déposée le 28 avril 1937 le sieur Michel Mensah Mathia, profession d'employé de commerce et propriétaire, demeurant et domicilié à Noépé, agissant en son nom et pour son compte personnel a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain de culture en forme de polygone irrégulier, d'une contenance totale de 1 ha. 10 ares, 72 centiares situé à Noépé — subdivision de Lomé — cercle du sud et borné au nord par terrain indivis entre Adonakonou et Anagbla, à l'est et au sud par terrains à Ayawli, au sud par terrain à la mission catholique, à l'ouest par terrain au propriétaire inconnu.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1027, déposée le 28 avril 1937 le sieur Adouakonou Gueli, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Noépé, agissant tant en son nom personnel comme co-propriétaire, qu'au nom du nommé Anagbla Kpanoui, également cultivateur, tous deux demeurant, ayant capacité suffisante aux fins des présentes, comme co-propriétaire majeur non interdit, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain de culture en forme de polygone irrégulier, d'une contenance totale de 3 ha. 10 ares 53 centiares situé à Noépé — subdivision de Lomé — cercle du sud et borné au nord par la route de Mission Tové, à l'est par terrain à Adonakonou et Ahialey, au sud par terrain à Mathia, à l'ouest par propriétaire inconnu.

Il déclare que ledit immeuble leur appartient indivisément et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,
PEYROTTE.

AVIS

Il sera procédé le samedi 10 juillet 1937 à 10 heures en la salle des audiences de la mairie à Lomé à la vente aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur des sept lots compris dans le lotissement d'une partie des terrains domaniaux située à Lomé, au nord-ouest de la place des fêtes et constituant l'ancienne parcelle n° 29/1 du plan de Lomé, immatriculée avec plus grande étendue au livre-foncier du cercle de Lomé, sous le n° 511.

N° DU LOT	SUPERFICIE	MISE A PRIX
11	3a 96	3.600 frs.
14	5a 48	5.000 —
15	5a 48	5.000 —
18	5a 37	4.900 —
19	5a 39	4.900 —
20	5a 40	4.900 —
21	4a 67	4.200 —

Le prix principal et les frais accessoires seront payables à la caisse du receveur des domaines à Lomé dans les huit jours qui suivent la notification de l'adjudication.

Les personnes désireuses de prendre part à l'adjudication devront obligatoirement en aviser par lettre M. l'Administrateur-maire de Lomé dans un délai de deux mois à compter du jour où paraîtra le journal officiel portant insertion du présent avis.

Pour communication du cahier des charges, consultation des plans et tous renseignements, s'adresser au bureau des domaines à Lomé.

Lomé, le 26 avril 1937.

Le receveur des domaines,
PEYROTTE.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1936

ACTIF :

Actionnaires	11.250.000,00
Caisse, Banque de France & C. N. E. P.	103.956.858,96
Garantie de la circulation	269.500.000,00
{ Bons de la Défense Nationale	1.000.000,00
{ Dépôt au Trésor Public	12.598.143,07
{ Disponibilités à l'Etranger	651.872.708,24
Portefeuille	26.003.928,24
Avances couvertes par des garanties spéciales	1.913.150,88
Participations Financières	10.000.000,00
Avances sans intérêt aux Colonies	49.645.117,54
Avances contractuelles aux Colonies	25.173.582,54
Comptes-courants & Débiteurs divers	12.576.214,27
Immeubles	313.463,97
Matériel et Mobilier	11.648.298,63
Comptes d'ordre & Divers	Frs. : 1.187.487.466,34

PASSIF :

Capital	50.000.000,00
Réserves	17.500.000,00
{ Fonds de Prévoyance statutaire	1.403.833,55
{ Réserve statutaire	2.807.667,14
{ — supplémentaire	55.000.000,00
Provision pour remboursement de billets de banque adirés	730.326.550,00
Billets au porteur en circulation	45.119.985,30
Effets à payer	139.257.238,00
Comptes-courants & Créditeurs divers	61.501.004,69
Trésoriers-Payeurs Coloniaux (leurs comptes-courants)	1.479.072,37
Dividendes à payer	23.321.632,49
Clients & Correspondants (leurs comptes d'encaissement)	39.151.702,89
Effets en nantissement	16.071.963,09
Comptes d'ordre & Divers	3.169.109,68
Réescompte du Portefeuille	1.377.707,14
Profits & Pertes : Bénéfice net du semestre	Frs. : 1.187.487.466,34

Le Censeur,
P. L. MAHOUX

Le Directeur de la Succursale,
P. MENOU

Compagnie Française de l'Afrique Occidentale

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 25.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL À MARSEILLE : 32, RUE COURS PIERRE PUGET

R. C. MARSEILLE N° A. 17.317

R. C. DAKAR N° 170

Les actionnaires de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale ont été convoqués dans les formes statutaires en assemblée générale *extraordinaire*, pour le jeudi 22 avril 1937, à 15 h. 1/2 au siège social, 32, cours Pierre Puget à Marseille.

Ordre du jour :

Augmentation de 50.000.000 de francs du capital social par l'émission au pair contre espèces d'actions nouvelles *réservees par préférence aux actionnaires actuels proportionnellement au nombre de leurs actions*.
Pouvoirs au conseil d'administration pour la réalisation de la dite augmentation.

Autorisation au conseil d'administration pour une nouvelle augmentation de 50.000.000 de francs du capital à réaliser, en une ou plusieurs fois, par l'émission contre espèces d'actions nouvelles.

Comme conséquence ou à l'occasion de ce qui précède, notamment pour les mettre en harmonie avec les lois nouvelles, modifications diverses aux statuts.

* * *

N. B. — Un jeton de présence de 3 francs brut sera alloué à tout actionnaire présente ou régulièrement représentée, soit à cette assemblée, soit à l'une des assemblées successives qui pourront être convoquées faute de quorum, jusqu'à ce que le quorum légal soit atteint.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

AVIS

Nous avons la joie d'informer le public que M. Léopold Binder Kuakuvi Victorino DA SILVEIRA domicilié à Anécho (quartier Evenumédé) est élu chef de la famille DA SILVEIRA. L'élection où M. Léopold a réuni la majorité des voix a eu lieu par devant les membres de la commune indigène d'Anécho le dimanche 26 avril 1936.

Nous croyons que M. Léopold saura user sagement de la procuration qu'il détient et se rendre historiquement digne de son grand-père Pedro Kodjo Ladjekpo DA SILVEIRA.

La famille DA SILVEIRA

COMPAGNIE GÉNÉRALE DU TOGO

AVIS DE CONVOCATION

Par délibération en date du 30 mars 1937 de son conseil d'administration, les actionnaires de la compagnie générale du Togo, sont convoqués en assemblée générale ordinaire le 26 juin 1937, au siège administratif 20 Boulevard Malesherbes Paris 8^e.

Ordre du jour :

PRÉSENTATION ET APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE 1936.

Les actionnaires empêchés sont priés de se faire représenter dans les formes prévues par les statuts.

AVIS

M. Alfred NYONATOR, propriétaire, demeurant à Lomé, ayant perdu la copie du titre foncier numéro cent trente deux du livre foncier du cercle de Lomé, se propose de demander au tribunal de première instance de Lomé d'organiser la délivrance d'un duplicata de la copie du susdit titre foncier :

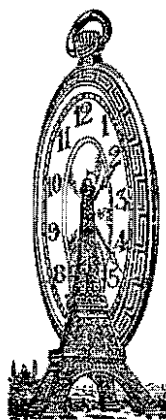
Le présent avis a pour objet de satisfaire aux prescriptions de l'article 99 du décret du 24 juillet 1906 sur le régime de la propriété foncière en A. O. F.

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

"A la Tour Eiffel"

JOYEROT & JACOT

23, rue Gambetta — BESANÇON — France



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratuit et franco.

Envoi de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés